

BStGer BB.2021.236 vom 20. Dezember 2021

Bundesstrafgericht, 2021-12-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bstger_BB.2021.236

FR: TPF BB.2021.236 du 20 décembre 2021

IT: TPF BB.2021.236 del 20 dicembre 2021

Regeste

Actes de procédure de la Cour des affaires pénales (art. 20 al. 1 let. a en lien avec l'art. 393 al. 1 let. b CPP); déni de justice (art. 393 al. 2 let. a CPP); assistance judiciaire dans la procédure de recours (art. 29 al. 3 Cst.)

Erwägungen

E. 1.1

La Cour de céans est compétente pour traiter des recours pour déni de justice et retard injustifié (art. 393 al. 2 let. a CPP) dirigés à l'encontre de la CAP-TPF (art. 393 al. 1 let. b CPP et 37 al. 1 de la loi fédérale du 19 mars 2010 sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération [LOAP; RS 173.71]).

E. 1.2

En vertu de l'art. 396 al. 2 CPP, le recours pour déni de justice ou retard injustifié n'est soumis à aucun délai.

E. 2.1

Si des raisons objectives le justifient, le ministère public et les tribunaux

- 4 -

peuvent ordonner la jonction ou la disjonction de procédures pénales (art. 30 CPP).

E. 2.2

Les recours interjetés par A. AG portent sur le même objet et présentent des griefs et conclusions similaires.

E. 2.3

Par économie de procédure, il convient ainsi de joindre les causes BB.2021.236, BB.2021.238, BB.2021.246 et BB.2021.247.

E. 3

Dans le cadre de ses recours, la recourante requiert la constatation d'un déni de justice au motif que la CAP-TPF se refuserait à statuer sur ses demandes de levée partielle du séquestre visant son compte bancaire auprès de la banque B. pour lui permettre de s'acquitter de diverses factures concernant les frais de gestion, d'entretien et de manutention de l'immeuble sis à Z. (v. supra, consid. D).

E. 3.1

Aux termes de l'art. 29 al. 1 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101), toute personne a droit, dans une procédure judiciaire ou

administrative, à ce que sa cause soit traitée équitablement et jugée dans un délai raisonnable.

Il y a déni de justice formel lorsqu'une autorité n'applique pas ou applique d'une façon incorrecte une règle de procédure, de sorte qu'elle ferme l'accès à la justice au particulier qui, normalement, y aurait droit. L'autorité qui se refuse à statuer, ou ne le fait que partiellement, viole l'art. 29 al. 1 Cst. (ATF 144 II 184 consid. 3.1).

L'art. 29 al. 1 Cst. consacre en outre le principe de la célérité, ou, en d'autres termes, prohibe le retard injustifié à statuer. Viole la garantie ainsi accordée l'autorité qui ne rend pas une décision qu'il lui incombe de prendre dans le délai prescrit par la loi ou dans le délai que la nature de l'affaire et les circonstances font apparaître comme raisonnable (v. ATF 143 IV 373 consid. 1.3.1; 130 I 312 consid. 5.1; 119 Ib 311 consid. 5 et les réf. citées). Le caractère raisonnable du délai s'apprécie selon les circonstances particulières de la cause, eu égard notamment à la complexité de l'affaire, à l'enjeu du litige pour l'intéressé, à son comportement ainsi qu'à celui des autorités compétentes (ATF 135 I 265 consid. 4.4; 133 I 270 consid. 3.4.2 et les arrêts cités). Il y a donc un retard injustifié à statuer, notamment lorsque l'autorité est inactive dans la procédure depuis plusieurs mois, de sorte que la procédure aurait pu être terminée dans un délai beaucoup plus court (arrêt du Tribunal fédéral 1B_549/2012 du 12 novembre 2012 consid. 2.3 et les réf. citées). Comme on ne peut pas exiger de l'autorité pénale qu'elle s'occupe constamment d'une seule et unique affaire, on ne saurait lui reprocher

- 5 -

quelques temps morts qui sont inévitables dans une procédure pour autant qu'ils ne soient pas d'une durée choquante; c'est l'appréciation d'ensemble qui prévaut (ATF 130 IV 54 consid. 3.3.3; 130 I 312 consid. 5.2; arrêt du Tribunal fédéral 1B_579/2019 du 3 février 2020 consid. 3.1; 1B_100/2014 du 12 mars 2014 consid. 4). En outre, la jurisprudence a précisé que, pour pouvoir se plaindre avec succès d'un retard injustifié, la partie recourante doit être vainement intervenue auprès de l'autorité pour que celle-ci statue à bref délai (ATF 126 V 244 consid. 2d; 125 V 375 consid. 2b; arrêt du Tribunal fédéral 1B_232/2018 du 4 juin 2018 consid. 3).

E. 3.2

En l'espèce, la Cour de céans constate que l'autorité intimée a donné suite aux requêtes de levée partielle du séquestre litigieux au plus tard dans son courrier du 18 octobre 2021, valant décision au besoin, lequel reprend son invitation faite en mai 2021 de lui transmettre les informations concernant les baux en cours dans l'immeuble en question. Elle précisait, tant dans sa décision que, notamment, dans son courrier du 30 novembre 2021, que les documents requis lui permettraient ainsi de contrôler que les frais de gestion et de manutention de l'immeuble concerné sont ou non couverts par les loyers encaissés par A. AG, lesquels, rappelons-le, sont également visés par la confiscation prononcée le 23 avril 2021 (v. supra, consid. E).

E. 3.3

Il n'y a partant pas lieu de douter que la CAP-TPF statuera sans délai sur les requêtes de levée partielle du séquestre formées par la recourante à réception des documents demandés. Le Tribunal fédéral s'est par ailleurs prononcé également dans ce sens par arrêt 1B_561/2021 du 12 novembre 2021 (v. supra, consid. G).

E. 4

Par conséquent, à défaut de déni de justice ou retard injustifié, les présents recours doivent être rejetés.

Dans l'hypothèse où le défaut de décision de la CAP-TPF quant à d'éventuelles futures requêtes de levée de séquestre en vue de couvrir les frais de gestion et de manutention de l'immeuble en cause résulte de l'absence de collaboration précitée de la recourante, la Cour de céans n'entrera pas en matière sur les recours pour déni de justice qui s'ensuivraient en raison – principalement – de l'issue du litige identique à celui d'espèce.

E. 5

S'agissant des griefs développés par répliques spontanées du 4 décembre 2021 à l'encontre de la décision du 18 octobre 2021 rendue par la CAP-TPF (v. supra, consid. I), ceux-ci, formulés tardivement auprès de la présente

- 6 -

Cour (art. 396 al. 1 CPP), sont irrecevables.

E. 6

La recourante, personne morale tierce touchée par un acte de procédure au sens de l'art. 105 al. 1 let. f CPP, demande à être mise au bénéfice de l'assistance judiciaire (BP.2021.87, BP.2021.88, BP.2021.91, BP.2021.92, act. 1).

E. 6.1

Toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes a droit à l'assistance judiciaire gratuite, à moins que sa cause paraisse dépourvue de toute chance de succès (art. 29 al. 3 Cst.; à propos des tiers touchés par un acte de procédure au sens de l'art. 105 al. 1 let. f CPP, v. ATF 144 IV 299 consid. 2.1).

E. 6.2

En l'espèce, il découle des considérations qui précèdent que les recours étaient d'emblée voués à l'échec et dépourvus de toute chance de succès, si bien que les demandes d'assistance judiciaire doivent être rejetées. Au surplus, à la lumière des pièces produites au dossier des présentes causes, les conditions permettant à titre exceptionnel aux personnes morales de prétendre à l'octroi de l'assistance judiciaire ne sont manifestement pas remplies (v. ATF 131 II 306 consid. 5.2.2 et la jurisprudence citée; pour un exposé complet v. ATF 119 Ia 337 consid. 4; décision du Tribunal pénal fédérale BB.2014.153, BP.2014.68 du 10 juillet 2015 consid. 5.3).

E. 7.1

Selon l'art. 428 al. 1 CPP, les frais de la procédure de recours sont mis à la charge des parties dans la mesure où elles ont obtenu gain de cause ou succombé (1re phr.). La partie dont le recours est irrecevable est également considérée avoir succombé (2e phr.).

E. 7.2

En tant que partie qui succombe, la recourante supportera les frais de la présente décision, qui se limitent à un émolument de CHF 2'000.-- fixé en application des art. 5 et 8 du règlement du 31 août 2010 du Tribunal pénal fédéral sur les frais, émoluments, dépens et indemnité de la procédure pénale fédérale (RFPPF; RS 173.713.162)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.